

## Retour de la question sociale



Longtemps oubliée, la question sociale revient au cœur du débat politique. En France, pour avoir sous-estimé l'attachement de ses électeurs à cette question, la gauche a été sévèrement sanctionnée.

Les élections présidentielle et législatives du printemps 2002 se sont traduites, en effet, par un véritable séisme : défaite du gouvernement de la gauche plurielle ; retrait de la vie politique du premier ministre en exercice, M. Lionel Jospin ; quasi-disparition du Parti communiste ; forte montée de l'extrême droite ; réélection "trionphale" (82 % des voix) de M. Jacques Chirac ; victoire de la droite, qui a obtenu, le 16 juin 2002, la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

L'oubli de la question sociale est sans doute à l'origine de ce grand chambardement. Après cinq ans de gouvernement d'une "gauche plurielle" qui comprenait des socialistes de toutes les tendances, des communistes, des Verts, des radicaux de gauche et des républicains du *Mouvement des citoyens*, cette gauche ne soulevait plus aucun enthousiasme populaire et ses importantes réformes<sup>1</sup> étaient oubliées, voire critiquées.

Ce 21 avril 2002, une certitude confortable s'est effondrée : alors que tout changeait dans le monde, deux vieux partis — gaulliste et socialiste — devaient continuer de se partager tranquillement le pouvoir comme depuis trente ans...

Or ces deux forces étaient usées, leur mission historique épuisée. Elles donnaient l'impression, chacune à sa manière, d'être en panne, avec des appareils déliquescents, sans organisation ni véritable programme, sans doctrine, sans boussole et sans identité.

Des élections précédentes avaient montré qu'aucun de ces deux partis ne savait s'adresser à ces millions de Français victimes des nouvelles réalités du monde post-industriel engendré par la mondialisation libérale. Cette foule des ouvriers jetables, des déclassés des banlieues, des chômeurs endémiques, des *RMistes*, des exclus, des retraités en pleine force de vie, des jeunes précarisés, des familles modestes menacées par la pauvreté. Toutes ces couches populaires angoissées par les effets brutaux de la mondialisation libérale...

Le *Parti socialiste*, en particulier, qui ne compte presque plus de cadres issus du peuple et dont de nombreux dirigeants, en revanche, sont assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes, a donné l'impression d'être sur une autre planète sociale, à des années-lumière du peuple commun. Il s'est montré peu sensible aux mille et un problèmes — licenciements massifs, délocalisations d'entreprises, insécurité, marginalisation, chômage, précarité, nouvelles pauvretés — qui accablent

<sup>1</sup> Le gouvernement de M. Lionel Jospin a fait adopter quelques grandes lois sociales qui représentent incontestablement des avancées historiques : les 35 heures, la couverture maladie universelle (CMU) et l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

la France d'"en bas". Il a été incapable de sentir le mouvement en profondeur de "la souffrance de cette sous-France", selon l'expression du journaliste Daniel Mermet.

*"Ce mouvement en profondeur" écrit un analyste politique, "la gauche plurielle ne l'a pas vu venir. D'où sa déroute. A l'évidence, Lionel Jospin n'était pas le bon candidat. Il a mené une mauvaise campagne avec un mauvais entourage. (...) L'erreur de Lionel Jospin et de sa gauche plurielle est bel et bien d'avoir privilégié les bobos contre les pros"* <sup>2</sup>.

Comme d'autres pays européens — Autriche, Norvège, Belgique, Suisse et, plus récemment, Italie, Danemark, Pays-Bas et Portugal —, l'extrême droite, en France, a su tirer profit des traumatismes causés au sein de la société par la mondialisation libérale, l'unification européenne, la désindustrialisation, les privatisations, le démantèlement des services publics, la réduction de la souveraineté nationale, la disparition du franc, l'effacement des frontières, l'hégémonie des Etats-Unis, le multiculturalisme, la crise de l'Etat-providence...

Tout cela dans un contexte de très grandes mutations technologiques qui ont entraîné l'apparition d'une grave insécurité économique et ont causé d'insupportables ravages sociaux. Un contexte où, la logique de la compétitivité ayant été élevée au rang d'impératif naturel, les violences et les délinquances de toute sorte devaient naturellement se multiplier.

Devant la brutalité de ces changements, les incertitudes s'étaient accumulées, l'horizon s'était brouillé. De nombreux Français se sont alors sentis abandonnés par des gouvernants de droite comme de gauche, que les médias n'ont cessé par ailleurs de décrire comme des "affairistes", des "tricheurs", des "menteurs" des "voleurs" et des "corrompus". Sur un tel terreau social, fait de peurs, de désarroi et de ressentiment, il était presque fatal que réapparaissent les vieux magiciens.

*"Le fascisme ne tombe pas du ciel," écrit Jean-Michel Quatrepoint. "Il se nourrit toujours de la paupérisation et de l'exaspération des classes moyennes ainsi que des erreurs, de la suffisance et de l'aveuglement des pseudo-élites du moment"* <sup>3</sup>.

A base d'arguments démagogiques, les néo-fascistes promettent de revenir au monde d'antan ("Travail, famille, patrie"), rejettent sur l'étranger, l'immigré maghrébin ou le juif la cause de tous les maux et de toutes les insécurités. Les immigrés constituent en particulier les cibles les plus faciles et les plus constantes parce qu'ils symbolisent les nouveaux bouleversements sociaux, et représentent aux yeux des plus modestes une concurrence indésirable.

Absurde, haineux, ce discours séduit depuis longtemps, selon certaines enquêtes, "plus d'un Français sur quatre" <sup>4</sup>. Et a été approuvé, le 21 avril 2002, par des millions d'électeurs issus des classes sociales modestes (30 % des sans-emploi, 24 % des ouvriers, 20 % des jeunes).

La crise de la politique s'était accentuée en France en raison notamment d'attitudes inacceptables adoptées par certaines formations politiques. En particulier depuis le revirement de M. Jacques Chirac en octobre 1995, lorsque, cinq mois après son élection à la présidence, il renia le programme sur lequel il avait été élu (fondé sur le constat de la "fracture sociale"), et adopta une politique ultra-libérale. La grande révolte des cheminots en novembre et décembre 1995, soutenue par la majorité

---

<sup>2</sup> Jean-Michel Quatrepoint, " La France d'en bas ", *La Lettre A*, Paris, 26 avril 2002.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> *Le Monde*, 13 avril 1996.

des salariés et appuyée par des intellectuels, en particulier Pierre Bourdieu, avait déjà montré que la société était consciente des dangers que la globalisation libérale faisait courir au modèle social.

Cela s'est traduit aussi par la montée de l'abstention, ainsi que par celle du vote blanc et la non-inscription sur les listes électorales. En France, un jeune sur trois de moins de vingt-cinq ans n'était pas inscrit à la veille de l'élection présidentielle de mai 2002 ; le nombre de militants politiques ne dépasse pas 2 % des électeurs, et seuls 8 % des actifs salariés adhèrent à un syndicat (ces deux derniers chiffres étant l'un des plus faibles du monde occidental).

A gauche, le *Parti communiste* n'a plus d'identité politique, et a même largement perdu son identité sociologique. Les élections de mai et juin 2002 ont confirmé sa quasi-disparition (moins de 5 % des voix) en tant que force politique nationale. Quant au *Parti socialiste*, il a été lâché par les couches populaires.

Le socialisme, l'un des grands mythes unificateurs de l'humanité — "*Le socialisme est l'expression de la vérité, de la raison et de la justice absolues*" disait Engels —, a également été trahi par les dirigeants sociaux-démocrates européens. Déjà la démission, le 12 mars 1999, de M. Oskar Lafontaine, ministre allemand des finances, avait révélé la panne sociale-démocrate, son effondrement idéologique et son incapacité à proposer une solution de rechange à l'hégémonie néo-libérale. Naviguant à vue, obsédée par l'urgence et la proximité, la social-démocratie demeure sans boussole et dépourvue d'assise théorique, à moins d'appeler théorie ces catalogues de renoncements et de reniements que sont *La Troisième Voie* d'Anthony Giddens, ancien conseiller de M. Anthony Blair, et *Le Bon Choix* de Bodo Hombach, longtemps inspirateur de M. Gerhard Schröder.

Pour la social-démocratie, qui gouverne plusieurs grands pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, Suède), la politique, c'est désormais l'économie ; l'économie, c'est la finance ; et la finance, ce sont les marchés. La question sociale ne figure plus parmi ses priorités.

C'est pourquoi elle a favorisé les privatisations, la réduction du budget de l'Etat, le démantèlement du secteur public, tout en encourageant les concentrations et les fusions des firmes géantes. Elle a accepté de se convertir au social-libéralisme. Plus question de se fixer pour objectifs prioritaires le plein emploi, la défense des acquis sociaux, la relance des services publics ou l'éradication de la misère pour répondre à la détresse des 18 millions de sans-emploi et des 50 millions de pauvres que compte l'Union européenne.

Entre les déceptions du rêve socialiste et les décombres de nos sociétés déstructurées par la barbarie néolibérale, y a-t-il un espace pour une nouvelle utopie sociale ?

Beaucoup de citoyens souhaitent voir la gauche se ressaisir et introduire des graines d'humanité pour faire dérailler la machinerie néolibérale. En Italie, en Espagne, dans d'autres pays, les salariés se mobilisent, participent à des grèves générales. Partout on sent le désir d'action collective. Chacun éprouve la nécessité de réintroduire du collectif porteur d'avenir<sup>5</sup>. Et le seul avenir acceptable est celui qui s'édifie sur un projet politique dont la préoccupation centrale reste précisément la question sociale.

Ignacio Ramonet  
Directeur du Monde diplomatique de 1990 à 2008.

---

<sup>5</sup> Lire Pierre Bourdieu, "*L'essence du néolibéralisme*", *Le Monde diplomatique*, mars 1998 ; lire aussi, du même auteur, " Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites ", in *Contre-feux*, Liber-Raison d'Agir, Paris, 1998.